



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

panneaux publicitaires

Question écrite n° 105170

Texte de la question

M. Jacques Le Guen attire l'attention de Mme la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement sur l'application de la législation encadrant la publicité extérieure. Malgré la vigilance des services de l'État et des maires chargés, sous l'égide du préfet, de faire respecter la réglementation en vigueur, de nombreux abus peuvent en effet être constatés, que ce soit aux entrées de ville ou sous forme d'affichage sauvage. Dans le souci d'une meilleure protection du cadre de vie, des dispositions ont été adoptées dans la loi du 12 juillet 2010 portant « engagement national pour l'environnement » pour réformer ce dispositif qui, pour l'essentiel, n'avait pas évolué depuis 1979. Le 23 février 2011, le ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement a engagé une consultation publique sur le projet de décret d'application de ces dispositions. Il apparaît toutefois que ce projet de décret n'apporte, dans son état actuel, que des évolutions limitées, et ce alors que 79 % de nos concitoyens jugent aujourd'hui la publicité envahissante. Pourtant, il est un fait que des pans entiers du paysage quotidien de notre pays, en particulier les abords des agglomérations et les entrées de ville, sont victimes de l'effet dévastateur de la prolifération des panneaux publicitaires. Or au-delà des seuls enjeux environnementaux, c'est l'image même de la France qui est ainsi mise à mal et donc l'un de ses atouts économiques les plus sûrs. Il lui demande de lui préciser les intentions du Gouvernement dans ce dossier.

Texte de la réponse

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur le projet de décret portant réglementation nationale de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes. La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement amorce, par ses articles 36 à 50, une réforme de la réglementation publicitaire afin d'améliorer le cadre de vie et de lutter contre les nuisances visuelles. Elle prévoit un encadrement plus restrictif de l'affichage publicitaire, notamment en introduisant une notion de densité, en réduisant la publicité hors agglomération, en favorisant les économies d'énergie, et en prévoyant une révision des règles nationales de format et d'emplacement. Le décret d'application vise à décliner plus précisément ces principes afin de limiter l'impact de la publicité sur les paysages et le cadre de vie quotidien, sans remettre en cause l'existence de cette activité. Une large concertation a été engagée au 2e semestre 2010 pour définir cette nouvelle réglementation, et une consultation publique a été effectuée au premier trimestre 2011. Des études complémentaires ont été menées pour apprécier l'impact des dispositions envisagées, et adapter la rédaction du texte à l'issue d'un travail interministériel approfondi. Le projet de décret qui résulte de ces travaux traduit, de façon équilibrée, les orientations de la loi. Il prévoit notamment une densité maximale des publicités qui permettra d'améliorer le paysage tout particulièrement en entrée de ville ; cette densité maximale limitera le nombre de publicités murales ou scellées au sol pouvant être implantées sur l'espace public ou sur les parcelles privées, par linéaire de 80 mètres. Le projet de décret prévoit également une limitation de la taille et de la hauteur des enseignes, et une extinction des enseignes entre 1 heure et 6 heures du matin, ou 1 heure après la fermeture des lieux qu'elles indiquent, afin de diminuer les pollutions lumineuses et la consommation d'énergie. Les tailles des publicités admises sont diminuées, avec notamment la suppression du format de 16 m². Enfin, les collectivités

pourront élaborer des règlements locaux pour encadrer davantage l'impact de la publicité sur le cadre de vie. Ce texte est à présent soumis à l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes puis du Conseil d'Etat.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Le Guen](#)

Circonscription : Finistère (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 105170

Rubrique : Publicité

Ministère interrogé : Écologie, développement durable, transports et logement

Ministère attributaire : Écologie, développement durable, transports et logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 avril 2011, page 3524

Réponse publiée le : 21 février 2012, page 1565